

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité
www.chroniquedelasemaine.com

FAIT DIVERS

LA FUITE EN AVANT P.4

SOMMET CEDEAO-CEEAC :

UN NOUVEL AXE DE COOPERATION SOUS-REGIONAL P.5

La CEDEAO convie les Togolais aux urnes le 20 décembre :

La coalition n'a obtenu ni le retour à la constitution de 92, ni un gouvernement de transition P.3

Leurs militants ont-ils marché pendant six mois pour rien ?

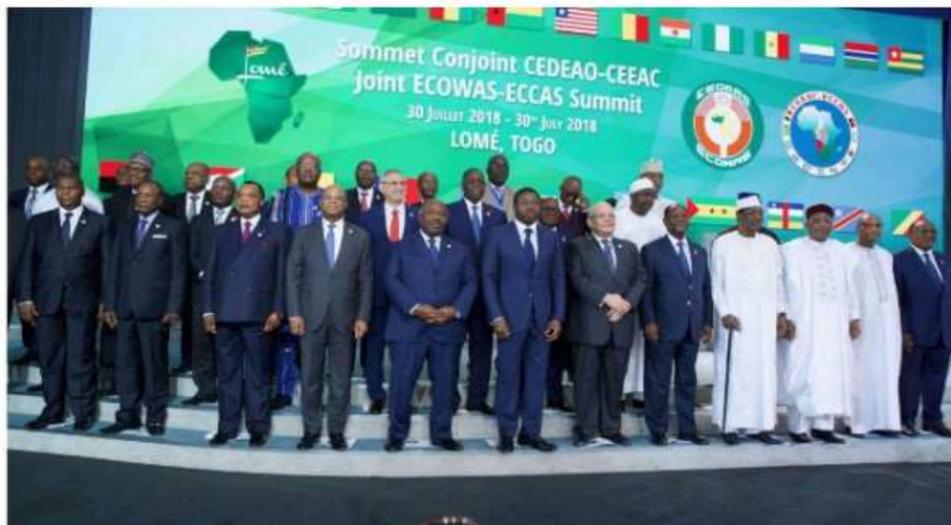


Photo de famille des Chefs d'Etat et de Gouvernement présents à Lomé



Des leaders de la C14 désillusionnés

Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC à Lomé :



Les présidents Faure Gnassingbé et Ali Bongo à l'ouverture dudit sommet

Un événement historique qui porte la marque de Faure Gnassingbé P.4&7

Encore une démission à l'ANC :

Le Vice-président préfectoral de Kpélé, Yao Amégandjin, quitte l'ANC P.2



Yao Amégadjin

"Rapport LTDH 2018 Togo / La répression et la torture contre le changement démocratique" :

Un document "partisan", truffé de contrevérités à prendre avec des pincettes P.6

Sondage exclusif de l'Institut de Prospective et Sécurité en Europe :

Satisfecit général pour la mandature du chef de l'Etat togolais à la tête de la CEDEAO P.2



Bruno Fanucchi (g) et Tchagnao Arimiyao (dt)

Encore une démission à l'ANC :

Le Vice-président préfectoral de Kpélé, Yao Amégandjin, quitte l'ANC

Que se passe-t-il en fait à l'Alliance nationale pour le changement (ANC), parti du chef de file de l'opposition ? Nulle ne pourra le dire avec exactitude ! Mais est-il que depuis peu, des démissions aussi fracassantes les unes que les autres se succèdent dans ce parti de l'opposition. Après Améla Amélavi, l'une des figures emblématiques du parti, puisqu'il en est un des membres fondateurs, c'est le tour d'un autre jeune cadre du parti, le vice-président préfectoral de Kpélé, Yao Amégandjin, de claquer la porte du parti.



Yao Amégandjin

"...Je viens par la présente, vous informer officiellement de ma démission de l'ANC en mon âme et conscience, sans pressions ni manipulations aucunes", tels sont les premiers mots de Yao

Amégandjin, jusque-là vice-président préfectoral de l'ANC à Kpélé, le 30 juillet dernier, lors d'une conférence de presse à Lomé. Il dit quitter le parti de Jean-Pierre Fabre " libre de tout engagement et heureux ", mais avec " amertume, déception et le cœur meurtri ". Car, le parti a longtemps miroité une "lutte solidaire qui nous donnerait l'alternance " mais hélas... Soulignant les raisons qui

l'ont poussé à prendre une telle décision, le désormais ex-membre de l'ANC relève entre autres des dysfonctionnements et le fait que les premiers responsables du parti ne tiennent pas leurs promesses faites aux membres. " La non considération des membres des bureaux locaux, la non réalisation des promesses tenues à la population, notamment l'atteinte de l'alternance,

des inconséquences de tous ordres, des médisances, des allégations mensongères, des tricheries à tous les niveaux et surtout la participation en 2015 à cette parodie d'élection présidentielle ", tels sont les griefs que Yao Amégandjin porte au bureau national de l'ANC et surtout au président national du parti, Jean-Pierre Fabre. Il dénonce également "les inconséquences de tous ordres, les médisances, allégations mensongères, des tricheries à tous les niveaux ". Il ne pardonne pas aux dirigeants du parti leur participation en 2015 à l'élection présidentielle qu'ils qualifiaient pourtant de " parodie d'élection".

Yao Amégandjin accuse en outre, " Mme Isabelle Manavi AMEGANVI, Vice-présidente " d'avoir endormi la jeunesse de Kpélé par ses " mots doux et promesses mirobolantes ". "

Combien sommes-nous à être malades, exilés pour assouvir les ambitions des gens de l'ANC ? Pour preuve, lors du décès de mes deux parents, je n'ai reçu de la part de l'ANC aucun soutien quel qu'il soit. Moral, affectif, matériel ou financier", souligne-t-il.

C'est donc en homme aguerri qu'il scrute les autres partis politiques dans l'espoir de trouver une nouvelle destination politique qui correspondrait à ses aspirations profondes. " (...) Aujourd'hui, mon expérience faite avec ces gens me pousse à la méfiance et à la prudence. Oui, je me méfie désormais de l'ANC. Je ne répondrai pas à leurs provocations mais je les mets en garde contre d'éventuelles intimidations vu qu'ils en sont spécialistes ", a-t-il conclu.

Jean

Sondage exclusif de l'Institut de Prospective et Sécurité en Europe :

Satisfecit général pour la mandature du chef de l'Etat togolais à la tête de la CEDEAO

Alors que le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, s'apprêtait à passer le témoin à son successeur, le président nigérian Mahmmadu Buhari, après douze mois passé à la tête de la CEDEAO, l'Institut de Prospective et de Sécurité en Europe a publié, le 29 juillet dernier, un sondage sur cette mandature togolaise. Selon les conclusions de ce sondage réalisé du 15 juin au 18 juillet 2018 par l'Institut auprès des députés des 15 pays ouest africains et certaines personnalités africaines, le président Faure Gnassingbé est crédité



Bruno Fanucchi (au micro) et Tchagnao Arimiyao (dt)

d'une note de 7,9 sur 10, une satisfaction alors au sujet du passage du Togo à la tête de l'institution sous-régionale.

Selon le spécialiste des questions africaines, Bruno Fanucchi, grand reporter du

quotidien français Le Parisien, qui avait à ses côtés le directeur de publication de l'hebdomadaire Nouvelle Opinion, Tchagnao Arimiyao, ce sondage qui prend en compte le fonctionnement de la CEDEAO depuis sa création et

surtout sous la présidence du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, donne une photocopie instantanée des députés africains des 15 pays de la CEDEAO.

Ces députés donnaient ainsi leur opinion sur les questions importantes de la Communauté, ont eu le privilège de se prononcer à l'avance sur les sujets essentiels devant être traités lors du sommet de l'institution à Lomé.

A la lumière de ces " résultats éclatants ", selon les élus ouest africains, Bruno Fanucchi conclut que la CEDEAO marque son territoire, ce qui se traduit d'ailleurs

par la volonté manifeste des pays du Maghreb tels la Tunisie, le Maroc, d'entrer dans la Communauté, sans oublier l'envie de la Mauritanie d'y retourner.

Cette notoriété de la CEDEAO créée depuis 1975, n'a été possible que grâce à l'engagement et aux efforts du chef de l'Etat togolais sur les dossiers de paix, de sécurité, d'intégration, etc. au bénéfice de la communauté.

Elu le 4 juin 2017 lors du sommet de l'institution à Monrovia, au Libéria, le chef de l'Etat togolais vient de passer le témoin au président nigérian, Mahmmadu Buhari, à l'issue du sommet conjoint CEDEAO/CEEAC qui s'est achevé mardi dernier à Lomé.

JPB

Election du nouveau bureau de l'OTM :

M. Aimé EKPE reconduit à la tête de l'institution, s'engage à œuvrer pour une presse togolaise professionnelle

L'Observatoire togolais des médias (OTM) a tenu le vendredi 28 juillet dernier à son siège à Lomé, son assemblée générale au cours de laquelle il a élu son nouveau bureau. Celui-ci est dirigé pour une deuxième fois par Aimé EKPE, reconduit pour un mandat de deux ans.



Le nouveau bureau de l'OTM

C'est dans une atmosphère fraternelle et festive que s'est tenue cette élection qui a renouvelé le mandat à la quasi-totalité des membres du bureau sortant. En effet, la nouvelle équipe n'a enregistré que trois nouveaux entrants. Elle se donne pour mission de relever le défi de la professionnalisation de la presse togolaise et le défi éthique et de déontologie.

Elle s'engage pour plus de fraternité et de tolérance au sein de la corporation et exhorte par ailleurs le comité de suivi des recommandations des états généraux de la presse togolaise à la veiller à leur mise en application. " Il y a pas mal de problèmes à gérer en matière de confraternité, les problèmes entre les confrères, nous avons

commencé à gérer certains et j'assure que nous allons accentuer ces règlements là et faire en sorte qu'au moins entre nous, nous arrivions à nous comprendre ", a souligné le président aimé EKPE

Le bureau de l'OTM de 2018 à 2020 se compose comme suit : 1- Président : Aimé EKPE 2- Vice-président : Rigobert

- Bassadou (SYNLICO)
- 3- Secrétaire Général : Moussoulimi Boukari (SAINT-JOP)
- 4- Trésorière : Ambroisine Memede (CONAPP)
- 5- Rapporteur : Abass Issaka (UJIT)

Sept Conseillers : Abass Saibou (PPT), Faustin Woussou (SYNJIT), Gabriel Adonou (URATEL), Didier Assogba (ATOPPEL), Apou Zangaba (SAINJOP), Felix Simdatcha (SYNLICO), Issaka Arouna (CONAPP).

Deux Commissaires aux comptes : Fioklou Adangblenou (CONAPP), Fidèle Louya (SYNLICO)

Daniel A

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication
ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Espoir D.
Pierre AGBANDA

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

La CEDEAO convie les Togolais aux urnes le 20 décembre :

La coalition n'a obtenu ni le retour à la constitution de 92, ni un gouvernement de transition

Leurs militants ont-ils marché pendant six mois pour rien ?

Un adage dit " le vin est tiré il faut le boire ". La CEDEAO a tiré le vin de la crise togolaise et tous les acteurs doivent le boire même ceux qui se masturbent. En effet le sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement a tenu ses promesses dans la crise togolaise. Ce sommet a donc déroulé sa feuille de route qu'elle avait annoncée lors de la cession du 27 juin dernier. Les médiateurs mandatés par la CEDEAO en l'occurrence les présidents ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé ont soumis leur rapport à la conférence des Chefs d'Etat qui ont donc sorti une feuille de route, laquelle s'impose à tous les acteurs de la crise togolaise depuis le 31 juillet. Cette feuille de route met en touche les revendications de la coalition des 14 partis politiques qui n'ont eu que leurs yeux pour pleurer.

Sur cette feuille de route, il n'y a nulle part, le retour à la constitution de 92 pour lequel les responsables de la coalition ont poussé leurs militants dans la rue pendant plus de six mois, ni le gouvernement de transition qu'ils exigeaient à cor et à cri et encore moins l'interdiction à Faure Gnassingbé de se présenter à l'élection présidentielle de 2020.

La feuille de route renvoie cette coalition aux réformes déjà entamées par le gouvernement et surtout aux élections législatives dont la coalition ne voulait pas. Elle est obligée de suivre cette feuille de route au risque de subir les sanctions de la communauté.

Voici les recommandations de la CEDEAO contenues dans la déclaration finale :

38. Elle encourage le Gouvernement togolais à poursuivre les mesures de confiance et d'apaisement en accélérant les procédures judiciaires relatives aux personnes arrêtées lors des manifestations politiques et d'étudier la possibilité de mesures additionnelles en



Photo de famille à l'issue du Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC à Lomé



Des leaders de la C14

faveur de ces personnes.

39. La conférence des Chefs d'Etat condamne tout recours à la violence notamment l'usage d'armes réservées aux forces publiques et appelle les citoyens les ayant dérobé au cours des manifestations à les restituer aux autorités compétentes.

40. Elle appelle, par la même occasion, les acteurs politiques et la société civile de s'abstenir, en toute circonstance, des actes et propos susceptibles d'alimenter de nouvelles tensions et de compromettre les efforts en cours. Elle exhorte les forces de professionnalisme dans leur mission de maintien d'ordre, de préservation de la sécurité des biens et des personnes.

41. La conférence des Chefs d'Etat exhorte le Gouvernement à procéder à la révision intégrale du fichier électoral en vue de l'organisation, le 20 décembre 2018, des Elections législatives.

42. La Conférence invite le Gouvernement et les acteurs politiques à œuvrer en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles en prenant en compte, entre autres, les points suivants :

- Le mode de scrutin à deux tours pour l'élection du Président de la République ;
- La limitation à deux, du nombre de mandats présidentiels ;
- La reconstitution de la Cour Constitutionnelle pour notamment revoir sa composition et limiter le nombre de mandat de ses membres
- Le renforcement du processus électoral.

43. La conférence des Chefs d'Etat recommande l'adoption de ces réformes par la voie parlementaire en

vue d'accélérer le processus de leur mise en œuvre. Le cas échéant, ces réformes seront soumises aux consultations électorales.

44. La Conférence se réjouit des dispositions envisagées par le Gouvernement Togolais dans la préparation, l'organisation et le déroulement d'élections transparentes, crédibles et inclusives à travers notamment :

- L'accélération et la finalisation du recensement électoral pour établir des listes électorales fiables ;
- La possibilité pour les Togolais vivant à l'étranger de voter dans leurs lieux de résidence lors des élections nationales ;
- Le déploiement des observateurs électoraux

45. La Conférence félicite l'opposition pour son esprit d'ouverture et son sens de la Responsabilité et d'avoir souscrit au dialogue pour la satisfaction de ses revendications.

46. Elle invite toutes les parties à s'inscrire dans le strict respect de la Constitution togolaise.

47. La Conférence des Chefs d'Etat salue la volonté d'ouverture et de dialogue permanent du Président de la République Togolaise, et note avec intérêt sa disponibilité à travailler avec toutes les forces vives de la nation.

48. Elle a également demandé à la Commission de la CEDEAO d'apporter son appui et son expertise technique dans l'organisation et le déroulement des prochaines élections.

49. La Conférence renouvelle son soutien aux deux Facilitateurs du dialogue inter-togolais et leur demande de poursuivre leurs efforts en vue d'une résolution rapide et durable de la situation

socio-politique au Togo et de lui rendre compte lors de sa prochaine session.

50. La Conférence des Chefs d'Etat décide d'instituer un comité de suivi composé des représentants des facilitateurs, de la majorité au pouvoir, de la coalition des 14 partis de l'opposition et de la Commission de la CEDEAO pour assurer le suivi de la mise en œuvre des présentes décisions.

51. Elle instruit la Commission de la CEDEAO de poursuivre son soutien aux facilitateurs.

Face à cette feuille de route de la CEDEAO, la coalition est totalement dos au mur car aucune de ses revendications majeure n'a été prise en compte.

Cette feuille de route n'est pas différente des propositions faites par le G5 composé des ambassades d'Allemagne, de France, des USA, de l'Union Européenne et le système des Nations Unies qui dans son appel, demandait aux protagonistes de la crise de faire des réformes et de revoir le cadre électoral pour aller aux élections et laisser le peuple togolais décider dans les urnes. Mais la coalition ne s'était pas montrée intéressée par cette démarche du G5 qui pourtant, se retrouve aujourd'hui dans la feuille de route de la CEDEAO.

Même le président français Emmanuel Macron lors de son passage à Abidjan avait également recommandé la mise en œuvre des réformes pour permettre une élection transparente et permettre également au peuple de décider s'il veut conserver l'ancien régime ou opter pour l'alternance. Malgré toutes ces démarches, la coalition est restée intransigeante en

fonçant tout droit dans le mur.

La coalition comptait sur ses militants pour se débarrasser du régime en place à travers une insurrection comme ce fut le cas au Burkina-Faso. Malheureusement pour elle, non seulement elle a fatigué ses militants qui répondent de moins en moins à ses mots d'ordre, mais également elle n'a rien obtenu de ces principales revendications surtout la non participation du président Faure Gnassingbé à la prochaine présidentielle de 2020. Une revendication ubuesque car la CEDEAO ne peut en aucun cas se substituer à la Cour Constitutionnelle.

Comme le G5, la CEDEAO demande aux acteurs d'aller dans les urnes et laisser le peuple souverain décider.

La coalition muette comme une carpe

Depuis leur dernier déplacement sur Accra, les responsables de la coalition ne parlent plus. Or la coalition qui a habitué les Togolais à des déclarations tapageuses ne dit mot ni sur leur déplacement à Accra ni sur la feuille de route de la CEDEAO.

Certains responsables n'avaient-ils pas menacé de combattre cette feuille de route si leur préoccupation n'est pas prise en compte ? Mais depuis le 31 juillet, ils ne disent plus rien.

C'est à croire qu'ils ont quitté le pays et pourtant ils sont bien là. Ils ont du mal à s'adresser même à leurs militants car ils ne savent plus quoi leur dire. En tout cas, le vin est tiré, il faut le boire.

Aliziu Dominique

Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC à Lomé :**Un événement historique qui porte la marque de Faure Gnassingbé**

La capitale togolaise a vibré ces derniers jours aux couleurs glamours de l'union de deux grands regroupements sous régionaux : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), qui ont décidé à Lomé de faire route commune. Un événement historique à l'actif du chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, et de son homologue gabonais, Ali Bongo, les représentants des deux regroupements sous régionaux.

A Lomé, de nouvelles pages s'ouvrent et le chantier paix, sécurité et lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent est considéré comme socle du développement et de l'intégration communautaire des deux grandes entités sous régionales qui ont décidé d'unir leur destin.

Retour sur la 53^e session de la CEDEAO

Les rideaux sont tombés, mardi 31 juillet dernier, sur les travaux de la 53^e session des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique



Une vue des participants



Les présidents Faure Gnassingbé et Ali Bongo

de l'Ouest (CEDEAO) qui, pour l'occasion ont accueilli leurs homologues de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) pour plancher ensemble sur des dossiers de paix et sécurité devenus transversaux.

Outre le dossier togolais qui a connu un dénouement heureux avec la mise en orbite d'une feuille de route déclinée en plusieurs points, la 53^e session a procédé à l'examen de plusieurs documents, notamment le rapport intérimaire 2018 de la CEDEAO, le rapport de la 40^e session ordinaire du Conseil de médiation et de sécurité, le rapport de la 80^e session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO, le rapport de la Task Force présidentielle sur la monnaie unique de la CEDEAO, sans oublier la

situation politique en Guinée Bissau et l'élection présidentielle au Mali.

A l'ouverture des travaux de cette session, le mardi 31 juillet, le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, jusque-là président en exercice de la CEDEAO, qui a présidé la cérémonie, a exprimé sa gratitude à ses pairs pour leur engagement au service de la Communauté. " Je voudrais saluer l'engagement personnel de chacun d'entre vous, dans cet exercice exaltant de construction de l'intégration régionale, en mettant en commun nos efforts, face aux défis de plus en plus importants du monde qui nous entoure ", a-t-il déclaré.

Déclinant l'ordre du jour de ces assises, le président en exercice de la CEDEAO, a inscrit plusieurs dossiers relatifs à la situation dans la sous-

région, la crise alimentaire dans certains pays, le commerce international, les réformes institutionnelles et politiques dans plusieurs pays membres...

A l'issue des travaux, la détermination et la grande sagesse qui ont caractérisé les travaux, ont permis de rendre public un communiqué conjoint sur les questions traitées. La crise togolaise, celle bissau-guinéenne, etc., bref la situa-

tion dans sous-région ouest africaine a été passée au peigne fin.

Le sommet historique CEDEAO - CEEAC de Lomé

Un jour avant la tenue de la 53^e session des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, les leaders de la CEEAC ont partagé avec leurs homologues de la CEDEAO leur vision d'une Afrique débarrassée du virus du terrorisme et de l'extrémisme violent et où règnent la paix, la sécurité et la stabilité.

Premier sommet du genre qui n'a été possible que grâce à la détermination et à l'engagement de deux hommes d'Etat, Faure Gnassingbé, président en exercice de la CEDEAO et Ali Bongo, prési-

Suite à la page 7

Passation de témoin à la tête de la CEDEAO :**Le président Muhammadu Buhari exprime sa gratitude à son homologue Faure Gnassingbé**

Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a été élu mardi à Lomé nouveau président de l'Autorité des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il succède ainsi à son homologue togolais Faure Gnassingbé. Déjà le mardi 31 juillet 2018, à l'occasion de la cérémonie de clôture du sommet de la CEDEAO à Lomé a eu lieu la passation de témoin entre les deux présidents.

Au cours de la cérémonie de passation, le président togolais a adressé ses félicitations et remerciements à l'ensemble des Etats ayant pris part aux rendez-vous de Lomé. " L'esprit de fraternité qui a prévalu au cours de ces 3 rendez-vous régionaux conforte notre espérance en une intégration plus soutenue ", a-t-il indiqué.

S'adressant à son prédécesseur sur son compte twitter, le nouveau président en exercice de la CEDEAO a témoigné sa reconnaissance et sa gratitude à son prédécesseur Faure Gnassingbé pour avoir su être à la hauteur de la mission qui lui avait été assignée à la tête



Passation du témoin entre l'ancien (g) et le nouveau président en exercice de la CEDEAO

de la CEDEAO. " Je remercie mes collègues pour l'honneur. Je voudrais tout particulièrement remercier mon prédécesseur, le président du Togo, Faure Gnassingbé, pour son excellente gestion de la CEDEAO. Et j'ai hâte d'accueillir la prochaine réunion à Abuja en décembre ", a-t-il indiqué.

Il n'a pas manqué d'exprimer sa joie quant à son élection et son désir d'œuvrer pour la bonne gouvernance et le développement dans l'espace communautaire.

" Je suis vraiment touché par mon élection aujourd'hui (31 juillet 2018) en tant que nouveau Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. Je m'engage à ser-

vir et à travailler avec mes collègues Chefs d'Etat pour assurer la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et le développement socio-économique de la région ", a-t-il publié sur son compte Twitter.

Rappelons que le sommet CEDEAO/CEEAC de Lomé, premier du genre, a été consacré à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et à la promotion de la paix et la sécurité dans les deux espaces.

Les participants ont discuté des moyens de mise en place de réponses décisives et durables aux différentes menaces à la sécurité des deux régions. La prochaine réunion de la CEDEAO aura lieu à Abuja le 21 décembre 2018.

Espoir

Fait divers**LA FUTE EN AVANT**

Après avoir violé sa belle-sœur, Kodzo recule devant la vérité. L'état continue par serrer son cou. Les faits se sont déroulés à Fazao (préfecture de Sotouboua) le 21 juillet 2018 aux environs de 22 heures. La victime, nommée Julie, et âgée d'une cinquantaine d'années, revenait du marché d'Adjendré (15Km) à l'Est de Fazao quand elle a été violée.

Le chemin étant long, la dame traînait les pas pour ne pas être trop fatiguée. Elle était seule sur la route avec, sur la tête, son assiette contenant un peu de poisson, de sel et de condiments pour la sauce. Elle était pratiquement à environ deux kilomètres de son domicile quand elle a été attaquée par une horde de délinquants.

Dans ce groupe de cinq malfaiteurs se trouvait le nommé Kodzo, 27 ans, mécanicien de son état et petit frère consanguin de François, le mari légitime de Julie. Bâillonnée, elle a été amenée de force sous les tecks où elle a été violée par les cinq hommes. Elle a ensuite été dépossédée des 6 000 f qu'elle avait attachés dans son pagne. Dieu merci, la dame a bien reconnu son beau-frère et deux autres violeurs.

Convoqués devant l'officier de police de la localité, les trois mis en cause refusent de reconnaître les faits et de dénoncer les complices. Fort heureusement, le sieur Kodzo garde encore fraîche la plaie que la pauvre femme lui a faite sur sa jambe droite. Mieux, Julie affirme lui avoir mis la terre dans ses cheveux. Elle dit aussi avoir blessé le premier à la violer.

Dans sa défense, Kodzo prétend que sa plaie provient d'une blessure qu'il avait eue la veille de l'incident et que d'ailleurs, sa belle-sœur et son frère le savaient bien. Ce que ce dernier réfute avec véhémence en prétendant, lui, que son petit frère était rentré tard le jour des faits.

Il donnait l'impression d'un homme épuisé se reprochant quelque chose. " J'ai tout appris avant son arrivée mais j'ai gardé mon sang froid ", affirme François avant d'ajouter : " J'ai beaucoup réfléchi à la stratégie à adopter. Je me suis même confié au chef de notre localité qui m'a conseillé la patience et la retenue ". Il conclut en ces termes : " J'aurais pu les éliminer un à un en commençant par mon petit frère mais j'ai préféré écouter les conseils et choisir la voie judiciaire pour les voir punir suivant la rigueur de la loi ".

Pour l'heure, les investigations se poursuivent pour permettre la manifestation de la vérité. L'officier de Police aurait promis traquer les fuyitifs dans les prochains jours afin qu'ils rejoignent leurs complices en détention.

Wait end see !

B.TALOM

SOMMET CEDEAO-CEEAC : UN NOUVEL AXE DE COOPERATION SOUS-REGIONAL

Le sommet conjoint CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et CEEAC (Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale) s'est tenu avec succès le lundi 30 Juillet 2018 à Lomé. Une initiative conjointe pour une coopération entre les deux régions afin de surmonter ensemble les défis de l'heure dont le plus crucial est la guerre contre le terrorisme.

La lutte contre le terrorisme au Centre des discussions

Les débats au cours de ce sommet conjoint CEDEAO-CEEAC ont été axés sur la



Faure Gnassingbé (CEDEAO) et Ali Bongo (CEEAC)

Paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. " Il s'agit pour la CEDEAO et la CEEAC d'avoir une forte implication dans la sécurisation des deux espaces communautaires, gage de toutes perspectives de croissance ou développement de nos nations", dit le

ministre des Affaires étrangères du TOGO, Robert Dussey.

Un nouvel Axe de coopération sous régional vit le jour

C'est sans doute à l'actif du Togo d'avoir initié cette rencontre qui a connu la mobilisation des chefs d'Etats des deux sous-régions. La nais-

sance de ce nouvel axe de coopération a tout son sens et jouera un rôle important sans doute, dans la lutte contre le terrorisme et la sécurité maritime.

La question du terrorisme en Afrique ne peut se résoudre que si les pays africains mutualisent leurs efforts, en comptant sur eux-mêmes. C'est en Cela que le sommet de Lomé est génial et doit marquer le point de départ d'une nouvelle stratégie de lutte sous-régionale contre ce danger asymétrique qu'est le terrorisme.

Au-delà de la lutte contre le terrorisme, l'Union des pays de l'Ouest et du Centre doit se

renforcer. Cette rencontre marque le Point de départ d'une nouvelle forme de coopération. Les panafricanistes attendent des actions concrètes.

L'Union Africaine ne sera un jour une réalité que si les organisations sous-régionales sont fortes.

C'est en cela que l'initiative qui a vu le jour à Lomé est salutaire.

Le prochain Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC est prévu pour 2020 au Tchad. Vive la coopération sous-régionale pour que renaissent nos pays africains.

M. HERVE.

Togo : Mme Joséphine Patassé reconduite à la tête du SYN BANK

Le Syndicat des Employés et Cadres des Banques, des Etablissements Financiers et des Assurances du Togo (SYNBANK) a tenu son 9ème congrès statutaire électif les 27 et 28 juillet à Lomé. C'est l'occasion pour les membres de ce syndicat d'adapter les textes statutaires aux réalités actuelles et d'élire un nouveau bureau pour les quatre prochaines années.

années à venir. Ce bureau de 24 membres est coiffé par Mme Joséphine Patassé reconduite pour un second mandat. La présidente de la Commission préparatoire, Mme Afiavi Djossouvi a, à l'ouverture des activités, rappelé aux congressistes l'intérêt de l'événement avant de les convier à s'impliquer pleinement dans les travaux pour de très bonnes résolutions. " C'est un événement important dans la vie d'un mouvement

syndical. Il constitue un nouveau départ pour de meilleurs résultats, a-t-elle indiqué. Pour la Secrétaire Générale du Synbank, Mme Joséphine Patassé, la mutation profonde dans certaines de leurs institutions constitue de véritables défis auxquels il faut faire face. " Il faudra mettre à profit ce temps de réflexion collective pour analyser au mieux le contexte, le sens des mutations mises en œuvres dans notre secteur d'activités, en déduire la stratégie la plus efficace ", a-t-elle souligné.

Faisant le bilan des quatre années précédentes, elle a cité la construction d'un siège pour le syndicat, le sérieux dans la gestion des affaires syndicales, les victoires arrachées dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des camarades.

chées dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des camarades.

A peine réélue, Mme Joséphine Patassé se lance un nouveau défi, celui de la formation des membres pour plus d'efficacité dans le secteur. " Je pense qu'au cours de ce second mandat, il faut que nous formions nos cama-

rades du syndicat. Ils travaillent déjà bien mais mon objectif est de bien les former pour un meilleur rendement ", a dévoilé Mme Patassé.

Notons que le Synbank est l'une des huit composantes de la Centrale syndicale " Groupe des Syndicats Autonomes (GSA).

Carole AGHEY



La table

Le thème de cette rencontre, "Les femmes dans les syndicats : une nouvelle donne", est choisi suite au constat de la faible présence des femmes à des instances syndicales très faible et de la nécessité de revoir leurs conditions, de relire et améliorer les textes constitutifs avec la participation de tous les délégués.

A travers le thème, le Synbank lance un appel aux femmes des banques, des établissements financiers et des assurances à se mobiliser pour se présenter aux élections des délégués du personnel de leurs entreprises, car la défense des intérêts matériels et moraux des salariés est une affaire de tous.

Durant les travaux de ce 9è congrès, les participants ont revu les textes statutaires de leur syndicat et élu un nouveau bureau pour les quatre

syndical. Il constitue un nouveau départ pour de meilleurs résultats, a-t-elle indiqué.

Pour la Secrétaire Générale du Synbank, Mme Joséphine Patassé, la mutation profonde dans certaines de leurs institutions constitue de véritables défis auxquels il faut faire face. " Il faudra mettre à profit ce temps de réflexion collective pour analyser au mieux le contexte, le sens des mutations mises en œuvres dans notre secteur d'activités, en déduire la stratégie la plus efficace ", a-t-elle souligné.

" Nous avons réorganisé nos textes qui datent de très longtemps surtout pour les conditions des femmes qui travaillent dans les banques. Nous avons dans ce sens pris des motions de résolution que nous allons soumettre à nos patrons lors de nos prochain-



Caisse Nationale de Sécurité Sociale - CNSS

N° 16239/18/CNSS/DG/DRI-DIGC

COMMUNIQUE

Dans le cadre de l'amélioration des prestations rendues aux partenaires, la Direction Générale de la CNSS tient à rappeler à tous que les documents qu'elle met à leur disposition ainsi que les services d'information, de conseil, de contrôle, etc. qu'elle leur rend, sont totalement gratuits aussi bien au Togo qu'à l'extérieur.

Toute personne qui, prétendant agir pour le compte de la CNSS et réclamant une contrepartie financière, matérielle ou de toute autre nature, agirait en toute illégalité.

En outre, la Direction Générale rappelle que le paiement des cotisations sociales se fait exclusivement par **virement bancaire**, par **chèque** ou par **versement en banque**.

Les versements en espèces à nos guichets ou entre les mains des agents de la CNSS sont strictement interdits.

La CNSS compte sur la bonne compréhension et la collaboration de tous pour une meilleure qualité de ses services.

LA CNSS, C'EST UN POUR TOUS, TOUS POUR UN !

Fait à Lomé, le **19 JUL 2018**

Le Directeur Général



Ingrid AWADE

Boulevard Eyadéma 1 BP 69 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé 1 LOME - TOGO Tél: (228) 22 25 96 96 Télécopie : (228) 22 51 99 26

BIA-TOGO 00136280001 - 64	CCP - LOME 6310002011001000	UTB 310040544004000
BTCL 05904200167 - 58	BPEC 11354150018	SIAB 01251104005071
ECOBANK 7010231400063401	Diamond Bank 223004172016-68	ORABANK Lomé 030301992001-83
BOA 01002 001103970008 39	SOCIETE GENERALE 01900 000024320101 46	CORIS BANK 01001 000241024101 96

" Rapport LTDH 2018 Togo / La répression et la torture contre le changement démocratique " :**Un document " partisan ", truffé de contre-vérités à prendre avec des pincettes**

Chaque année, la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH), publie à l'intention d'une communauté internationale avide de sensations fortes, un rapport pour accabler le régime en matière des droits de l'Homme. Cette année encore, elle n'a pas dérogé à la tradition. Cependant il est allé trop loin en choisissant d'exécuter la sale besogne à un moment où notre pays, se trouvait sous le feu des projecteurs du fait de la présence à Lomé des chefs d'Etat ou de gouvernement membres, de l'UEMOA, de la CEEAC et de la CEDEAO dans le cadre des 3 sommets que la capitale togolaise vient d'abriter.

Dans la précipitation d'attirer la foudre de la communauté internationale sur nos dirigeants la LTDH a eu l'indécatesse de pondre et de publier à la va-vite, un rapport truffé de contre vérités et volontairement biaisé qui ne cache rien des intentions réelles de ses auteurs.

Dans ce rapport de 55 pages qui couvre la période du 19 août 2017 au 20 juillet 2018, l'accent est mis sur les assassinats et tentatives d'assassinats, les atteintes à l'intégrité, les maltraitements, les pillages, les viols, les vols, les milices, les extorsions et le traitement des victimes en prison et autres.

Se basant sur de prétendues investigations, la Ligue dresse une liste de 22 cas de décès, 941 blessés dont 202 par balles et 472 arrestations



Me Célestin Agbodan, pdt de la LTDH

enregistrés lors des manifestations. Elle relève que 95% des personnes arrêtées au cours des manifestations, ont témoigné avoir été victimes de tortures, de traitements cruels, inhumains et dégradants. D'après le rapport, les agents de l'Etat, notamment les Préfets, les responsables politiques, membres du parti UNIR (pouvoir), les forces de défense et de sécurité en sont responsables. Pour corroborer le tout, la Ligue reproduit à longueur de colonnes, des témoignages qui, à tout point de vue, méritent vérifications. Il est pour le moins surprenant que lors des manifestations organisées pendant la période couverte par le fameux rapport de la LTDH, les auteurs de ce document, n'aient pu relever aucun cas de violence sur des personnes, aucun cas de décès perpétré par des individus autres que les autorités qu'elle pointe du doigt.

Il nous souvient cependant qu'à Sokodé, lors de l'insurrection planifiée par le PNP, un parti au relent djihadiste, deux militaires ont été égorgés par les manifestants et que d'autres tombés à la merci de ces derniers,

avaient été dépossédés de leurs armes. Des commissariats de police, des brigades de Gendarmerie avaient été vandalisés. Que font les auteurs du rapport du cas des personnes arrêtées et condamnées pour des actes de violences perpétrés lors de ces manifestations qui ne cessaient de troubler la quiétude des paisibles populations ?

Au Togo, les allégations gratuites, les diffamations de tout acabit et des rapports étoffés de contre vérités, semblent être la chose la mieux partagée au sein de certaines associations de défense des droits de l'homme qui ne lésinent sur aucun moyen pour parvenir à leurs fins. Avant la LTDH, une association dénommée REJADD a dans un rapport rendu public, fait cas de 100 morts lors des manifestations et de l'existence des fosses communes au Togo où avaient été entassés non des morts, mais des vivants.

La suite, tout le monde le sait, les responsables de cette association, n'ont pu apporter la moindre preuve de leurs allégations à tous les niveaux de confrontation aux-

quels ils avaient été conviés. Il y a quelques décennies, c'est Amnesty International qui dans un rapport visant les autorités togolaises, avait fait cas des centaines de corps sans vie de nos compatriotes rejetés par la mer qui échouaient sur les côtes togolaises et béninoises. Alors que sur le terrain, rien de tout cela n'est avéré.

Loin de nous, d'affirmer qu'il n'existe pas de cas de violation des droits de l'homme au Togo. Notre pays, à l'instar de nombreux autres, confrontés à ces problèmes, mène des efforts pour éradiquer le fléau.

Souvent des mesures de rétorsion sont prises à l'encontre des éléments des forces de défense ou de sécurité et autres, surpris en flagrant délit ou faisant l'objet d'une accusation fondée. Les cas de violation des droits de l'homme existent partout dans le monde, même dans les pays dits de démocratie avancée. A tous les niveaux des actions sont entreprises pour l'éradication du phénomène. Personne n'a donc intérêt de le voir proliférer, sans réagir.

Pour être crédible, le rapport de la LTDH aurait dû rendre publics, des indices pouvant aider à remonter aux victimes et aux mis en cause dans le souci des vérifications requises pour la manifestation de la vérité. La Ligue ne doit pas se comporter comme la seule détentrice des informations sur les violations des droits de l'homme au Togo. Aucun Togolais ne saurait cautionner cette pra-

tique inhumaine dans son pays. D'où la nécessité pour les associations de défense des droits de l'homme de mener leurs actions en toute neutralité et dans les règles de l'art. Ce qui n'a pas été le cas du rapport rendu public par la LTDH.

C'est donc à sa juste valeur que le gouvernement a sorti un communiqué pour fustiger ce rapport qu'il qualifie d'ailleurs de tendancieux, fallacieux et partisan. De toute évidence, indique le communiqué, il apparaît que ce bilan est partisan et dénué de tout fondement objectif. " Le but visé par cette sortie médiatique de la LTDH, est de faire porter au gouvernement, la responsabilité des violences et des dérapages ayant entraîné des pertes en vies humaines et des dommages considérables sur des biens publics et privés...Le moment choisi pour la publication d'un tel rapport en dit long sur les réelles intentions de leurs auteurs. Le gouvernement exprime sa désapprobation face à cette présentation tendancieuse du contexte et bilan des manifestations depuis le 19 août 2017 ", précise le communiqué.

En gros le rapport rendu public par la LTDH, est un document " partisan " truffé de contre-vérités visant à détourner l'opinion de l'essentiel, qu'il faut absolument prendre avec des pincettes, si on ne veut pas tomber dans le piège des détracteurs du gouvernement.

Ricardo

Santé / Lutte contre les plaies chroniques :**L'association " Helfer Hand " vole au secours d'une quarantaine de jeunes à Kouniko dans le Zio**

Une quarantaine d'enfants et de jeunes du village de Kouniko (localité située à quelques 25 km de la ville de Tsévié) souffrant de plaies chroniques, ont bénéficié, le 30 juillet dernier à la palce publique du village, de soins primaires et de dons offerts par de l'association allemande " Helfer Hand ", en collaboration avec l'Association humanitaire des jeunes volontaires du Togo (AHJV).

Cette activité qui s'inscrit dans le cadre de la campagne de lutte contre les plaies chroniques que mène l'association " Helfer Hand ", vise à accompagner et à soulager les communautés pauvres, surtout les enfants et les jeunes des pei-



Photo de famille

nes de santé. La campagne qui a couvert la période du 26 au 31 juillet dernier, a permis de donner des soins (des pansements de plaies) et de faire des dons en vivres et non vivres aux populations de la localité. Ces dons sont composés de boîtes de lait et de farines pour bébé au profit des femmes allaitantes ; d'habits pour

les enfants et de ballons de football pour les jeunes. Des biscuits et autres boîtes de boisson sont allés aux différents patients.

Pour la présidente de " Helfer Hand ", Mme Têko Nana née Tabiou, c'est pour accompagner les multiples efforts des communautés et soulager les nécessiteux de

leurs souffrances que son association a pris l'initiative d'agir. " Ce n'est pas qu'à Kouniko que cette réalité existe. C'est une réalité également dans d'autres villages où nous devons intervenir. Il y a deux ans, lors de notre dernière activité au CHU Sylvanus Olympio, nous avons pris en charge non seulement les enfants, mais également les adultes. Mais cette fois-ci, le partenaire principal du projet a souhaité ne prendre en compte que les enfants et les jeunes ; c'est pourquoi seulement cette catégorie de personnes a été priorisée dans les activités. Nous avons également constaté d'autres besoins dans la localité comme la nécessité de

construire des latrines. Nous verrons dans quelle mesure cela pourra se faire ", a-t-elle indiqué avant de lancer un appel aux bonnes volontés afin de soutenir le projet mené par son association au profit des démunis.

Cette initiative a été saluée par le chef du village de Kouniko, Togbui Tékpé Komé Amétowomenya Agbatsè IV, qui a, au nom de ses populations, remercié les bienfaiteurs, avant d'exprimer le vœu de voir se répéter de telles initiatives pour le bien de tous.

Rappelons que " Helfer Hand " est créée en 2016 alors l'AHJV a vu le jour en 2005 et est présidée par Charles Egah.

Jean

Journée de la Femme Africaine :**La Déléguée nationale du MFU, Mme Kayi Lawson-de Souza exhorte les femmes togolaises à cultiver la paix**

Le 31 juillet a été consacré " Journée de la femme africaine " à l'occasion du premier congrès de l'Organisation Panafricaine des Femmes (PAWO en anglais) qui s'était tenu à Dakar, au Sénégal le 31 juillet 1974.



Des femmes du MFU

La date historique de 1962 souvent retenue pour cette journée est le 31 juillet 1962. Ce jour-là, à Dar es Salaam (Tanzanie), des femmes de tout le continent africain s'étaient réunies pour la première fois et avaient créé la première organisation de femmes, la " Conférence des Femmes Africaines " (CFA).

Au Togo, le thème choisi cette année 2018 pour cette journée par le ministère de l'Action Sociale, de la Protection de la Femme et de l'Alphabétisation est " Femme, Élections et Paix pour un Développement Durable ".

Le thème a interpellé le Mouvement des Femmes Unir (MFU) qui place la femme au cœur du développement au Togo.

Un mot d'exhortation a été adressé à l'occasion de cette journée par Mme Kayi Lawson-de Souza, la Déléguée nationale de ce mouvement à l'endroit de toutes les femmes togolaises en général et des femmes du parti UNIR en particulier, appelées à cultiver la paix, à jouer pleinement leur rôle dans les instances électorales

pour bénéficier de la parité hommes/femmes prônée par le chef de l'Etat et enfin à soutenir les efforts du président de la République dans sa lutte pour la promotion des droits de la femme.

Trouvez en intégralité le mot d'exhortation de la Déléguée nationale du MFU, rendu public ce 31 juillet 2018.

31 juillet 1962 - 31 juillet 2018

Il y a de cela 56 ans, à l'initiative des femmes ouest-africaines, la toute première assemblée des femmes de tout le continent africain portait sur les fonts baptismaux, l'organisation dénommée "CONFÉRENCE DES FEMMES AFRICAINES", c'était le 31 juillet 1962 à Dar es-Salam en TANZANIE.

Un an après sa création, le Bureau Exécutif réuni à Abidjan en Côte d'Ivoire, décida d'instituer une journée en l'honneur de la Femme Africaine, dans le souci de réhabiliter cette dernière dans tous ses droits, de combattre l'ignorance et l'injustice. Depuis lors, le 31 juillet est devenu une journée de soli-

darité des femmes africaines, célébrée chaque année pour marquer la prise de conscience des femmes africaines, de leurs valeurs typiquement africaines, mais aussi et surtout, faire du continent mère, un continent de prospérité, de liberté et de paix.

À cet effet, un thème est choisi chaque année à l'échelle nationale par le ministère de l'action sociale, de la protection de la femme et de l'alphabétisation. Celui de ce 31 juillet 2018 s'intitule : " FEMME, ÉLECTIONS ET PAIX POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ".

Très chères militantes convaincues de notre grand PARTI UNIR, ce thème nous interpelle à double titre :

1) dans notre rôle de reproduction (porteuses de vie), nous devons rechercher la paix pour pérenniser l'existence humaine. Je voudrais à ce titre nous exhorter à cultiver la paix partout et en tout temps, à entretenir cette paix sans laquelle aucun développement n'est possible, à semer dans tous les cœurs le germe de cette paix qui, lors-

qu'elle est instaurée, permettra au Président Fondateur de notre grand parti UNIR, Président de la République, Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, de ne penser qu'au développement durable de notre chère nation.

2) Nous n'oublions pas le vœu cher au Président fondateur de notre Parti, Président de la République de voir la parité homme / femme s'instaurer dans notre pays. Je voudrais donc nous rappeler le devoir civique que constitue le droit de vote. Les échéances électorales sont déjà à nos portes et en tant que citoyens tout court, c'est aussi notre droit d'aller à la

recherche de suffrages, en osant nous positionner sur les listes électorales, qu'elles soient locales ou législatives, au même titre que les hommes. Nous devons le faire pour soutenir notre Président dans sa lutte inlassable pour la promotion de nos droits. Cessons de n'être que des électrices, soyons aussi des candidates, soyons éligibles, c'est notre droit.

Je vous souhaite une bonne et belle fête de la Femme Africaine, dans toute votre beauté et votre intelligence.

**AVEC UNIR, LA PARITÉ EST RÉALITÉ
AVEC UNIR, L'AVENIR EST GARANTI
BONNE FÊTE**

Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC à Lomé :**Un événement historique qui porte la marque de Faure Gnassingbé**

Suite de la page 4

dent en exercice de la CEEAC, le tandem CEDEAO-CEEAC fort de plus de 26 délégations, a pour principal objectif de trouver de meilleures approches au problème récurrent de terrorisme et de garantir la paix aux populations des deux espaces.

Pour le président Faure Gnassingbé, " la proximité géographique, socio-culturelle et économique entre l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest crée des liens, des interdépendances et des influences aux niveaux des Etats et des populations de ces deux ensembles qui font que les deux régions partagent les mêmes problématiques sécuritaires. "

Selon lui, il était temps de braver les frontières terrestres et maritimes communes qui rendent les deux régions vulnérables aux nombreuses menaces sécuritaires et environnementales. Ainsi, la meilleure approche pour mieux aborder ces menaces et garantir la paix et la sécurité de nos populations serait de trouver ensemble des solutions. C'est la raison d'être de ce sommet conjoint historique qui regroupe pour une première fois les deux entités dont les deux premiers responsables sont déterminés à " créer les conditions d'une paix durable et d'un environnement sécurisé dans l'espace commun aux deux régions à travers l'adoption d'une vision partagée des menaces et d'une approche commune des solutions à y apporter. "

" Aujourd'hui nous écrivons une nouvelle page de notre coopération qui, j'en suis cer-

tain, marquera l'Histoire de nos deux Communautés. En effet, nos deux Communautés économiques régionales ont décidé de travailler conjointement pour évaluer les menaces sécuritaires auxquelles elles font face et d'y répondre collectivement par la définition et la mise en œuvre une approche commune et holistique des questions de paix, de sécurité et de stabilité. Ceci est une première dans l'histoire de l'intégration africaine et entre en droite ligne des orientations actuelles au niveau de l'Union africaine visant entre autres à renforcer le rôle des Communautés économiques régionales et la coopération inter-régionale dans l'approfondissement de l'intégration africaine.", a indiqué le président Faure. Il a pour finir lancé un appel aux " Etats membres, à l'Union Africaine, aux Nations Unies et à nos partenaires bilatéraux et multilatéraux à accompagner la mise en œuvre effective des décisions qui seront issues de ce Sommet ".

Notons que les résultats de ce sommet conjoint donneront une plus grande perspective à l'action de la CEDEAO dans sa marche vers l'intégration régionale et africaine. Aussi, la cérémonie a été marquée par la prestation de serment du nouveau président de la Commission de la CEDEAO, l'Ivoirien Jean-Claude Kassi Brou et de cinq (5) nouveaux juges de la Cour de Justice de la CEDEAO.

JPB

Reçue par le chef Canton :**La nouvelle coordination communale du CJD Togblé-Kopé entend œuvrer pour la cohésion sociale dans le Canton**

Le nouveau bureau du Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) de la commune de Togblé-Kopé a été reçu le samedi 28 juillet par le Chef du canton de Togblé-Kopé, Togbui DRAH-KPODO. Le but de cette visite au palais royal par délégation du CJD conduite par son Coach communal, M. ABALO Marcien, est de présenter le bureau communal CJD au chef du canton en vue d'un bon démarrage de leurs activités les jours à venir.



Photo de famille

à présenter au Chef canton de Togblé kopé ce nouveau bureau en vue de recueillir ses conseils précieux ", a indiqué le Coach ABALO Marcien. " Au sortir de cette importante rencontre, nous sommes réconfortés ", a-t-il ajouté.

Pour sa part, le chef du canton a d'abord salué l'initiative prise par la nouvelle coordination communale du CJD avant d'exhorter les membres du

bureau à œuvrer au quotidien pour le développement de la localité.

Faisant allusion aux récentes violences politiques qui ont touché le canton de Togblé-Kopé, Togbui DRAH-KPODO a invité le nouveau bureau à sensibiliser les jeunes du canton sur la non-violence et les vertus de la paix et de la cohésion sociale.

Par la voix de son premier conseiller, M. Solo Poumouna, le bureau du CJD a rassuré que ses prochaines actions consisteront à éradiquer les barrières ethniques, religieuses et politiques en vue d'assurer une cohésion sociale et un développement du canton.

Espoir

" Aujourd'hui, le bureau communal du CJD est définitivement installé. Ce qui nous a amenés

Soirée DE LANCEMENT OFFICIEL DE LA MARQUE



Made in Togo

Une Identité Culturelle

En partenariat avec



📅 10 Août 2018 à 19h00

📍 Hôtel du 2 Février

AU PROGRAMME:

Dîner de gala, défilé de mode.
Guest Stars: Toofan, Singuila, Dibi dobo

PAF: 40.000F FCA

INFOLINE: (+228) 22 25 62 47 / 90 27 79 87

